

NOUVELLES de la DDCT

Numéro 1 – Retour sur le Comité Technique du 3 Mars 2021

La DDCT, Fière de la dématérialisation de ses services publics ! **Pas nous !**

Elle se dit fière de tout ce qu'elle fait pour que les parisiens.nes ne subissent pas la dématérialisation des démarches pour accéder à leurs droits : « Tout va bien » ! Le pôle usager de la DDCT qui se réorganise nous a exprimé sa grande satisfaction sur l'accompagnement des usager.ère.s, **à la fois par le 3975, ou par l'aide des associations comme les PIMMS.**

De notre côté, nous avons portés la parole des collègues :

- Du 3975, qui témoignent de leur côté que les usager.ère.s n'en peuvent plus du tout dématérialisé. Ils sont en sur stress face à toutes les démarches administratives à effectuer en téléservice. Leur **souffrance engendre aussi celle des agent.e.s du 3975** ou des agent.e.s en mairie **incapables** de répondre à tous les besoins.

- De la Politique de la Ville qui pointent que la DASES ne finance plus à ce jour, comme avant les associations à qui la ville, la Caf ... sous-traite une partie du service public. **Les salarié.e.s dans ces associations sont précarisé.e.s et doivent répondre à des habitant.e.s encore plus précarisé.e.s par la pandémie : comme dans les quartiers populaires, les personnes vieillissantes.**

- des Mairies : qui informent que la Ville remplace l'accueil permanent et donc les moyens pour le permettre par une gestion par rdv qui exclu de fait le contact de proximité que permettait les mairies, en renvoyant ceux qui n'ont pas pris rdv... La prise de rdv se faisant par téléphone ou internet c'est comme cela que la Ville déshumanise le service public.

Pour nous, la Ville en accélérant la dématérialisation ne facilite pas la vie d'une partie des usager.ère.s. Au contraire, **elle accroît le non recours.** Nous demandons que la dématérialisation qui peut servir à **certain.e.s permette de créer de vrais postes en accueil physique. Le service public doit rester de proximité et HUMAIN.**

Pour la DDCT : Télétravail : Tout va mieux et les agent.e.s en redemandent !

La ville constate qu'il n'y a pas de remontées sur les problèmes liés au télétravail.

Mais nous, nous pointons :

- 1 an après le début de la crise sanitaire, tou.te.s les agent.e.s n'ont toujours pas été pourvu.e.s du matériel dédié et indispensable.
- Les écrans plus grands doivent être portés par l'agent lui-même à la livraison du portable.
- La ville fait des économies sur le dos des agents (électricité, chauffage, assurance si vol ou casse...)

Nous demandons :

- Une véritable analyse de l'impact du télétravail sur le sens du travail, et le service public rendu aux usager.ère.s, **ainsi que les risques psycho sociaux sous évalués dans les modes du télétravail.**

- Une information sur l'utilité pour lutter **contre la fatigue visuelle, d'avoir en complément de l'ordinateur portable un grand écran. Pour les personnes qui ont des problèmes oculaires un écran de 17 pouces est recommandé.**
- **Le rappel aux agents des risques liés à travailler non-stop sur petit écran et le droit à la déconnexion**
- **Que la ville transporte l'écran aux agent.e.s : la DDCT a dit que si il y avait des problèmes à ce sujet : « que les agent.e.s se manifestent auprès d'elle ».**
- Un forfait télétravail comprenant participation aux frais d'assurance, casse, vol, mobilier de travail (chaise pour 'ergonomie..) : c'est à l'employeur de payer les conditions de travail des agent.e.s et pas l'inverse.

Territorialisation :

Encore beaucoup de flou mais surtout des inquiétudes

- La territorialisation va amener la création de poste de catégorie A pour pallier le manque suite à la réduction des effectifs des cabinets d'élus. En fait, l'exécutif transfère une partie des tâches des cabinets vers l'administratif, la Ville de Paris s'étant fait retoquer sur le nombre de collaborateurs de cabinet, pour que cela soit plus acceptable par la cour des comptes... Par contre l'intérêt pour le service public est absent.
- **La réforme des MVAC n'en finit plus de durer** : les directeurs des MVAC deviendront des responsables du pôle vie démocratique et citoyenne. **Pôle regroupant de manière fonctionnelle des EDL, MVAC, CCQ.**
Nous avons demandé une réunion de tout le secteur concerné car cela n'est toujours pas discuté avec les agent.es eux.elles-mêmes, notamment sur les articulations et contenus de fiche de poste.
- D'autres questions continuent de se poser sur les articulations de poste sur les espaces publics.
Retenons quand même que la Ville peut donc bien créer des postes quand elle le veut. Notons que cela ne se fait malheureusement pas dans les nombreux services qui manquent d'effectifs pour l'accueil du public...
Nous avons demandé plus de transparence dans ce projet et une véritable analyse des risques engendrés par la territorialisation sur la santé des agent.e.s.

Bilan et perspectives des formations à la DDCT : Presque rien de nouveau !

Pour nous, la formation devrait être un moyen pour toutes et tous de découvrir de nouvelles choses, d'acquérir de nouvelles compétences indépendamment du poste que l'on occupe.

Or, peu d'agents demandent des formations. La Ddct au lieu d'essayer d'adapter l'offre de formation (forte demande en informatique, disparition des cours de langues, etc...), de faciliter la participation des collègues en s'attaquant au manque d'effectif, se contente du minimum : Le plan de la DDCT se contente de mettre en place des formations "métiers" (celles nécessaires pour le poste que l'on occupe), ou de santé/sécurité également obligatoire vu que c'est le rôle de l'employeur de donner les moyens aux agents de faire leur métier ...

On notera un effort positif que nous demandons depuis des années, de formations contre les violences sexistes pour les collaborateurs des cabinets.

Nous continuons de demander des formations obligatoires pour tous les agent.e.s de la DDCT. **Les violences sexistes et sexuelles au travail traversent tous les milieux. L'employeur doit apporter des mesures de prévention et de formations. Nous vous informerons si nous arriveront à obtenir cela dans le cadre de la construction d'un plan contre les violences sexistes et sexuelles à la DDCT dont nous sommes à l'origine.**

Prenez contact avec vos élu.e.s, pour faire progresser et respecter vos conditions de travail !
odile.bonvarlet@paris.fr; catherine.albert@paris.fr; catherine.valadier@paris.fr;
Anne.descombes@paris.fr; benedicte.perfumo@paris.fr ; julien.zambelli@paris.fr..